

## EL HADI KHALDI À LA RADIO CHAÎNE I : «La nouvelle loi- cadre réglera la formation professionnelle»

Invité hier de l'émission Tahaoulet de la radio Chaîne I, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels El Hadi Khaldi est revenu sur la loi-cadre du secteur adoptée récemment par le Parlement ainsi que sur la création de l'Observatoire national de la formation professionnelle. La deuxième session de formation du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, qui interviendra à la fin de ce mois de février, se fera cette année sous le signe de ces nouveaux acquis, a précisé le ministre notant en outre que les différentes tournées, au niveau du territoire national ont permis de suivre avec minutie les détails de cette rentrée avec comme but principal d'attirer le plus grand nombre d'élèves. Pour ce qui est de ce dernier point, l'invité de la radio a expliqué que dans certaines spécialités, il a été spécifié que les nouveaux dossiers seront simplifiés au maximum en vue d'encourager les futurs stagiaires. Selon l'intervenant et concernant les inscriptions, le niveau d'étude n'est désormais plus exigé et ce notamment pour les femmes au foyer. Ces nouveaux stagiaires bénéficieront d'une formation de six mois pour être par la suite incorporés dans les classes de formation. Le ministre maintiendra, en outre, que les formations doivent être en corrélation avec les grands projets de l'Etat. «Les besoins de l'Etat doivent être planifiés selon les besoins à court, moyen et long terme. On ne doit plus former sans consulter les intervenants du monde du travail et cette question a été réglée avec les dispositions de la loi-cadre. Cette dernière fait office d'ailleurs d'instrument de régulation» a déclaré El Hadi Khaldi. Il expliquera de ce fait que l'observatoire est une entreprise qui s'occupera de l'organisation du suivi et de la formation. Il verra aussi l'intervention d'experts et de représentants de différents secteurs ainsi que du patronat : «En somme, tous ceux qui sont concernés par l'emploi et la formation dans le but d'une politique unifiée de formation.» Le ministre a aussi évoqué la conférence nationale de la jeunesse qui se tiendra le 16 février prochain au complexe Mohamed-Boudiaf. Cette rencontre, selon le ministre, permettra aux jeunes participants de lancer des discussions notamment sur l'incorporation du sport dans les établissements de formation ainsi que sur le volet culture. Des questions sensibles comme la drogue et le phénomène des «Harragas» sera aussi au menu des discussions. Les recommandations qui découleront de cette rencontre et concernant le secteur de l'enseignement et de la formation professionnels seront appliquées dès le mois de mars prochain, a annoncé M. El Hadi Khaldi.

F.-Zohra B.

# FONCTION PUBLIQUE Grève les 24, 25 et 26 février prochains

**Les 24, 25 et 26 février prochains, 12 syndicats autonomes de la Fonction publique seront en grève. Réunis au sein de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique (CNSAFP), les syndicats devant répondre à cet appel sont le SNVFP, le Snapest, le Satef, le Unpef, le SNTE, le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), le SNPSSP, le SNPDSM, le SNMASM, le Snaepsy, le Cnes et le Snaepap.**

**Leur porte-parole, Meziane Meriane n'exclut pas le recours à la grève ouverte.**

**Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir)** - Le déni d'exister, la hogra, la non-consultation des syndicats autonomes, représentants des travailleurs. Ce sont là les principaux motifs ayant amené ces syndicats à prendre la décision de déclencher cette grève de trois jours. Hier, le secrétaire général du Snapest et porte-parole de la CNSAFP, Meziane Meriane, a souligné, lors d'une conférence de presse, tenue au siège de l'Unpef que le 10 février prochain, une conférence sera tenue au siège de la fondation Friedrich-Eibert, portant sur les libertés syndicales. Une seconde rencontre de ce type ayant comme sujet la problématique des salaires sera organisée ultérieurement. «Le choix

de la date du 24 février n'est pas fortuit. Elle correspond à l'institution des libertés syndicales en Algérie en 1956 à Belcourt par Aïssat Idrir. A ce jour, les libertés syndicales n'ont pas évolué d'un iota», s'est exclamé Meziane Meriane.

Il relèvera, à ce sujet, que la lettre ouverte adressée au président de la République n'a suscité aucune réaction. Pire, dira-t-il, il y a des dérapages verbaux. Interrogé sur les prochaines actions de protestation, le porte-parole du CNSAFP soutiendra que seule la base pourra décider. Néanmoins, il n'écartera pas l'hypothèse d'une grève ouverte.

Le coordonnateur national du Cnes, Abdelmalek Rahmani, consta-

tera, pour sa part, que l'UGTA «prétend» avoir planché sur la rédaction de 43 statuts particuliers. «Ce qui est faux car ils ne sont représentés que dans les entités économiques et non pas dans la Fonction publique», a-t-il ajouté.

Il n'a pas manqué de rappeler l'«incident» survenu le 31 janvier dernier lors de la finalisation des statuts de l'enseignant-chercheur et celui des enseignants hospitalo-universitaires.

En effet, a relaté Rahmani, un incident majeur s'est produit par la présence d'intrus, se disant représentants de l'UGTA, invités à assister à cette dernière réunion de clôture des travaux de cette commission.

Après concertation, le Cnes, le SNASSM, le SNPDM et l'ANPMC ont dénoncé la présence de ces «représentants» arrivistes de la dernière heure pour accaparer le «travail» des autres.

Après plusieurs palabres qui ont duré toute la matinée, ils furent tout simplement renvoyés à leurs destinataires.

S'agissant des rencontres avec le ministre de l'Education nationale, Meziane Meriane dira qu'elles sont stériles. «Nous avons tenu des

réunions avec ses représentants mais lors qu'il s'agit de salaires, nous sommes orientés vers le chef du gouvernement. La seule réponse est que c'est une question qui les dépasse.

Nous avons fait des propositions qui ne sont pas prises en compte. Nous n'avons pas besoin de tutelle, nous sommes capables de négocier nous-mêmes. Il n'y a pas que l'UGTA qui peut le faire», a déclaré le secrétaire général du Snapest.

Pour ce dernier, ce que craint le gouvernement est d'être en face de compétents capables de sortir avec des résultats concrets. «Il veut un syndicat docile», a-t-il lâché. Il a cité comme exemple le fait que l'article 87 bis bloque l'application du SNMG. «Alors sur quoi a-t-il (Sidi Saïd, ndlr) négocié ?!» s'est-il exclamé. Meziane Meriane a, en outre, dénoncé le fait que le ministre du Travail élabore le code du travail sans aucune consultation. «Ce que nous craignons est que les statuts particuliers soient signés sans être représentés et qu'on sera obligé de revenir en arrière», a-t-il conclu.

M. O.

## IL MAINTIENT LE DÉBRAYAGE DES 10, 11 ET 12 FÉVRIER Le Cnapest insatisfait des propositions de Benbouzid

**La rencontre ayant regroupé lundi dernier des membres du Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire technique (Cnapest) et le secrétaire général du ministère de l'Education n'a pas permis aux deux parties d'aplanir leurs différends au sujet du statut particulier de l'enseignant et du régime indemnitaire.**

**Nawel Imès - Alger (Le Soir)** - La seconde mouture du statut présentée par le département de Boubekur Benbouzid ne répond pas aux exigences du Cnapest qui maintient sa décision de débrayer les 10, 11 et 12 février prochains. Tout en prenant acte de l'engagement de la tutelle de revoir sa copie

en prenant en considération les revendications des syndicalistes, le Cnapest qui crie au scandale après avoir été écarté de la finalisation des grilles des salaires, craint que le même scénario ne se répète pour le régime indemnitaire.

Son secrétaire national à l'information et à la communication, Ali

Lemdani estime à cet égard que l'exigence de prendre part aux négociations sur le régime indemnitaire n'est pas négociable. «Nous suivrons très minutieusement et jusqu'à son aboutissement final tout le processus d'élaboration du statut particulier. Nous n'accepterons en aucun cas la politique du fait accompli.» Le Cnapest considère en effet que les enseignants ont été lésés par la nouvelle grille des salaires qui fait qu'un enseignant en fin de carrière se retrouve avec un salaire de 30 000 DA.

C'est pour ces raisons que le

Cnapest à qui le ministère de l'Education avait demandé d'assurer un service minimum durant les trois jours de grève répond que cette exigence ne peut être satisfaite. «Nous ne pouvons assurer les cours pour les élèves de terminale. Le service minimum peut être exigé dans un secteur de services mais pas pour celui de l'éducation», explique M. Lemdani qui assure néanmoins que les enseignants sont disposés à rattraper le retard cumulé pendant les vacances scolaires de printemps.

N. I.

## 200 MILLIONS DE DOLLARS POUR L'IMPORTATION DU DIESEL EN 2007 Khelil s'entête à augmenter les taxes en 2008

**La facture de l'importation du diesel a été évaluée à 200 millions de dollars en 2007. Le ministre de l'Energie et des Mines a assuré que son département va continuer à présenter ses propositions pour limiter la consommation du diesel, par le biais de nouvelles taxes sur ce type de carburant et ce, malgré le nict des députés. Un recours inévitable, selon des proches de son département.**

**Ilhem B. Tir - (Le Soir)** - La facture salée de l'importation du diesel est appelée à la hausse étant donné la part des véhicules diesel de plus en plus importante dans le parc automobile algérien.

Il y a un an, le directeur général de l'énergie, Abdelkader Mekki, avait tiré la sonnette d'alarme sur l'utilisation accrue des hydrocarbures liquides (diesel et essence) dans notre pays. Précisant qu'à ce rythme, «l'Algérie aura fatalement recours à l'importation du diesel». Pourtant «les potentialités en mati-

re du GPLC sont immenses en Algérie». Les responsables du ministère de l'Energie et des Mines rappellent que l'Algérie est le premier producteur africain et le deuxième pays exportateur de GPLC au niveau mondial.

Le problème est dû, selon les experts, au fait que l'Algérie, qui est productrice de GPLC, a un secteur des transports qui dépend à 96% des hydrocarbures liquides et l'on utilise davantage le diesel et l'essence au détriment du GPL. C'est de ce fait qu'elle a été contrainte

d'importer le diesel pour répondre aux besoins de plus en plus croissants du marché.

Cependant, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, continue de plaider pour la hausse des taxes sur le mazout. Le ministre de l'Energie et des Mines avait, en effet, proposé d'imposer des taxes sur le mazout lors de l'élaboration de la loi de finances 2008, mais ce projet a été rejeté par les députés.

Chakib Khelil avait souligné que la consommation du mazout a augmenté de 8% durant l'année écoulée. Une situation qui impose un réajustement des prix à travers une hausse sur la taxe spécifique au diesel.

«La capacité de production actuelle ne couvre pas la demande interne. Cette situation s'aggrave

dans les deux ou trois années à venir, ce qui poussera le gouvernement à importer plus, induisant ainsi une hausse considérable de la facture d'importation», selon les arguments de Chakib Khelil.

Dans un autre registre, la raffinerie de Tiaret, dont l'investissement s'élève à 5 milliards de dollars, ne couvrira pas la demande en nette progression.

Sa production atteint 300 000 barils/jour dont 100 000 seulement sont destinés à la production de mazout, ce qui ne représente que 30%. Par ailleurs, les campagnes de sensibilisation pour la généralisation du GPL lancées par le ministère de l'Energie n'ont pas eu de succès, alors «l'augmentation des taxes serait inévitable».

I. T.